



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Le Ministre de la Défense

Luxembourg, le 22 JUIN 2016

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**  
**Entrée le :**  
**22 JUIN 2016**

A  
Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg

Référence: A37.505.16

**Objet :** Question parlementaire n°2084 du 24 mai 2016 de Madame la Députée Nancy ARENDT

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre de la Défense,

Étienne Schneider

Dossier Suivi par: Elisabeth Cardoso, [elisabeth.cardoso@mae.etat.lu](mailto:elisabeth.cardoso@mae.etat.lu), tél. 2478 2831

Les lois en vigueur ne prévoient à ce stade aucune base légale directement applicable à la protection juridique des volontaires de l'armée luxembourgeoise. Il convient toutefois de noter que chaque demande de protection juridique adressée au ministre de la Défense par un volontaire de l'armée est traitée in concreto et au cas par cas. En ce sens, le ministre de la Défense soumet cette demande de protection juridique pour avis au ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Les règles et principes tels que prévus dans le cadre du statut général des fonctionnaires de l'État seront par la suite pris en considération en ce qui concerne la question de savoir si le volontaire peut bénéficier d'une protection juridique par analogie au statut général des fonctionnaires de l'État et aux militaires de carrière.

Pour pallier à cette lacune, le Gouvernement envisage de créer dans le cadre de la réforme de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire une base légale de protection directement applicable au volontaire de l'armée. Il est ainsi prévu d'inscrire dans le texte de loi un article se référant aux dispositions du statut général des fonctionnaires de l'État ayant pour objet la protection du fonctionnaire. Cette protection comprendra par ailleurs une base plus large que la seule protection juridique en donnant ensuite au volontaire tout comme pour le fonctionnaire le droit de réclamation ainsi que le droit d'accès au dossier personnel. Le choix de procéder par une référence aux articles respectifs du statut général des fonctionnaires de l'État suit ainsi l'objectif d'une application égale aux volontaires de l'armée des règles conformément à la protection des fonctionnaires.

En ce qui concerne la couverture de risque aux volontaires de l'armée en cas d'accident dans l'exercice de leurs fonctions, il convient de souligner que la loi du 12 mai 2010 portant réforme de l'assurance accident et modifiant particulièrement le Code de la sécurité sociale a étendu le champ d'application de l'assurance obligatoire dans le cadre d'un régime général d'assurance accident aux volontaires de l'armée que ce soient leurs activités sur le territoire national ou à l'étranger.